« Enterrer son mort c'est l'honorer »

Les réfugiés syriens au Liban à l'épreuve de la mort de leurs proches

Houda Kassatly

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3982>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.3982](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3982)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 105-113

ISBN : 978-2-919040-39-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Houda Kassatly, « « Enterrer son mort c'est l'honorer » », *Hommes & migrations* [En ligne], 1319 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3982> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.3982>

« ENTERRER SON MORT C'EST L'HONORER »

LES RÉFUGIÉS SYRIENS AU LIBAN À L'ÉPREUVE DE LA MORT DE LEURS PROCHES

Par HOUDA KASSATLY, anthropologue, photographe, chercheuse associée à l'unité de recherche Mémoire, Cemam, université Saint-Joseph de Beyrouth, responsable du programme héritage culturel de l'association Arcenciel.

« Issam. Alors comme ça tu veux l'enterrer ici ?
Ankia. Regarde ! Le cimetière est plein. Il n'y a plus aucune place !
Simone. Arrêtez ! Je ne peux pas croire qu'il n'y a pas un lieu,
au bout d'un champ, au milieu d'un terrain abandonné,
où on ne trouvera pas une place !
Issam. Elles sont réservées aux gens du village pas aux étrangers !
Simone. Ce n'est pas un étranger ! Il est né ici. Vous l'avez connu !
Issam. Il a fui le pays. Il n'avait qu'à se faire enterrer là où il a fui.
Simone. Vous n'avez pas le droit de refuser l'hospitalité aux morts. »
Wajdi Mouawad, *Littoral*¹.

Les réfugiés syriens au Liban sont confrontés à une situation inextricable à l'égard de leurs morts : l'installation des sépultures de leurs proches y est plus que problématique dans certaines régions. En cause, le manque de place, l'exiguïté des cimetières et surtout l'hostilité grandissante de la population locale. Si, au début de leur arrivée dans le pays, les Syriens ont bénéficié de certaines initiatives de Libanais leur offrant jusqu'à l'hospitalité de leurs tombes familiales, la situation a évolué avec l'afflux des réfugiés. Ces derniers sont donc contraints de parer au plus pressé, avec des moyens rudimentaires pour respecter leurs traditions mortuaires.

Dès le début du conflit qui a ravagé leur pays, les Syriens sont venus grossir par vagues successives la cohorte de réfugiés – Palestiniens, Irakiens, Soudanais – qui les ont précédés au Liban². Dans l'exil, ces réfugiés doivent trouver des moyens de subsistance, un abri, des écoles pour scolariser leurs

enfants... À ces préoccupations il faut en ajouter une autre qui ne semble pas recevoir le traitement adéquat et l'attention qu'elle mériterait, et qui, pourtant, se pose de manière encore plus aiguë : celle de trouver un lieu de sépulture pour leurs défunts, les décès (comme les naissances) étant

1. Wajdi Mouawad, *Littoral*, Actes Sud, coll. « Babel », 2010.a. 2. Kamel Dorai, Nicolas Puig (dir.), *L'urbanité des marges, Migrants et réfugiés dans les villes du Proche-Orient*, Paris, Beyrouth, Téraèdre / IFPO, 2012.

évidemment consubstantiels de la traversée et du passage vers le pays d'accueil³. La question de la mort en migration a été traitée par des travaux qui portent sur « *l'aspect circulatoire des pratiques et rites relatifs aux défunts* »⁴ ou encore sur la relation entre rapatriement et construction identitaire⁵.

La violence des migrations contemporaines vers l'Europe et la multiplication des morts aux frontières font l'objet d'une couverture médiatique importante en Europe et d'un – indispensable – investissement des sciences sociales⁶. Mais cette problématique est partiellement ignorée et considérée comme d'importance secondaire par les organismes concernés par la gestion de la crise des réfugiés au Liban. Ces derniers, qui doivent déjà faire face à des défis insurmontables, dus au décalage entre les besoins primaires de survie et l'insuffisance des moyens dont ils disposent, sont obligés d'établir des priorités. Devant l'urgence de la situation, ils relèguent certaines questions à l'arrière-plan. Ils considèrent que leur rôle se limite aux vivants, le destin des défunts étant de la responsabilité de leurs proches⁷.

L'analyse de la gestion des décès des réfugiés syriens au Liban doit se faire en l'absence d'études et de statistiques officielles précises. Le seul élément dont on dispose est le chiffre de 1 209 décès avancé en 2015 par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Ce nombre est certainement inexact puisqu'exclusivement relatif aux décès répertoriés et enregistrés, soit à la partie visible de l'iceberg. Des dizaines de cas de décès non déclarés (pour des raisons variées) sont absents de cette estimation à laquelle il faut ajouter les décès de tous les réfugiés qui ne sont pas inscrits auprès des organismes onusiens.

Des conditions drastiques de survie

Pour cerner le problème, il faudrait pouvoir apprécier le taux de mortalité et, éventuellement, ses causes annexes. Il y a d'abord le nombre de décès qui suit la courbe ordinaire des décès par maladies, accidents (de travail, de circulation...) ou de mort naturelle d'une population officiellement estimée à 1 200 000 personnes (chiffre qui fluctue selon les sources et les périodes). À ce nombre, il faut ajouter les décès inhérents à la situation singulière de ces réfugiés qui affectent de manière notoire le taux brut de mortalité et conduisent à évoquer une surmortalité dans les pays d'accueil par rapport à la situation normale dans le pays d'origine.

Les causes de décès des réfugiés syriens sont multiples : les régions frontalières avec la Syrie où ils sont installés se caractérisent par des conditions climatiques difficiles qui les mettent à la merci des vagues de froid affectant chaque année le Moyen-Orient et le Liban ; la précarité de l'habitat, surtout pour ceux logés sous des tentes dont les matériaux sont totalement inadaptés aux lieux où elles sont montées ; l'utilisation de poêles à mazout, à charbon ou à gaz ou de moyens de chauffage hasardeux (morceaux de plastique, divers déchets, chaussures usagées, huile usagée...) ⁸. Il y a, d'autre part, les décès dus à une mauvaise hygiène de vie, à une alimentation insuffisante ou inadaptée (cause de carences), à l'insalubrité de l'eau, à l'absence de vaccination, au manque de médicaments, aux accouchements dans des conditions de fortune, aux maladies, à l'absence de soins ou aux soins insuffisants ou inadéquats⁹. Enfin, il

³. Cet article est le résultat d'une recherche empirique menée au cours de la période de juin à décembre 2016 dans plusieurs camps de réfugiés de la Bekaa. Des entretiens ont été menés avec des familles qui ont affronté le décès de leurs proches. Nous nous sommes également appuyés sur de nombreux articles de presse parus dans la presse arabe et ayant abordé ce sujet. ⁴. Françoise Lestage, « Vivants et morts dans les migrations mexicaines : un système de relations inscrit dans la mobilité », in Laurent Faret, Geneviève Cortes, Virginie Baby-Collin, Hélène Guétat-Bernard (dir.), *Migrants des Suds. Acteurs et trajectoires de la mobilité internationale*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2009, pp. 431-452. ⁵. Yassine Chaïb, « La construction identitaire et la mort : le rapatriement des Tunisiens décédés au pays d'origine », in Henri Bresc, Christiane Veauvy (dir.), *Mutations d'identité en Méditerranée*, Saint-Denis, éd. Bouchene, 2000, pp. 261-278. ⁶. Voir notamment Babels (collectif), *La mort aux frontières de l'Europe, retrouver, identifier, commémorer*, Paris, Le passager clandestin, 2017 ; Cécile Canut, Anaïk Pian, (dirs.), « Dire la violence des frontières. Mise en mots de la migration vers l'Europe », *Revue européenne des migrations internationales*, décembre 2017 [à paraître]. Voir, notamment, l'article « Voyages vers l'Europe. Des témoignages aux rumeurs, mises en mots de la mort et de l'arbitraire dans la confrontation aux frontières ». ⁷. Da'a Al-Haj Hassan, Les tombes interdites des Syriens au Liban », in al-Mayadin, 2016 [en ligne]. Url : <http://www.almayadeen.net/news/politics/35253> ⁸. Ces conditions sont d'ailleurs à l'origine de multiples accidents répertoriés par la presse locale (incendies dans un camp de la Bekaa ouest et au Akkar en 2015). ⁹. Signalons le cas extrême d'un enfant à qui son père par manque de moyens avait administré un calmant et qui a été enterré vivant.

faut encore ajouter à ces décès ceux survenus suite à des règlements de compte dus à une situation tendue et aux tirs qui atteignent les camps situés dans les régions frontalières proches du conflit.

Ce tableau brièvement brossé explique l'augmentation des risques de décès, surtout pour les maillons les plus vulnérables de la société à savoir les personnes du troisième âge, les enfants en bas âge et les nourrissons¹⁰. Le décès de ceux qui appartiennent à ces deux extrémités de la pyramide des âges est donc accéléré par les conditions d'existence extrêmes auxquelles ils sont soumis au Liban et dans lesquelles ils se trouvent réduits à survivre. Des réfugiés rapportent le cas de personnes âgées et malades qui ont fait la traversée vers le Liban portées sur le dos de leurs enfants et qui, à leur arrivée, affaiblis, n'ont pas résisté au froid et à l'absence de toute infrastructure permettant de les accueillir¹¹. Les enfants, quant à eux, subissent souvent la dure loi de la survie. Les plus fragiles, ceux qui ont moins de résistance, et ceux nés avec des insuffisances ou des maladies, ne sont pas épargnés et décèdent ainsi que certains prématurés dont les parents n'ont pas accès à des infrastructures hospitalières ou qui, même s'ils ont accès à un service de néonatalogie, ne peuvent faire face aux frais des traitements nécessaires et de la prise en charge spécifique.

Quelles que soient les causes de ces décès, les nombreuses familles qui y sont confrontées se retrouvent dans une situation inextricable tant au niveau pratique, administratif, religieux, qu'affectif.

Les lieux et les coûts de l'inhumation

Si l'on tente d'analyser la question du lieu de sépulture, le premier élément qui est mis en exergue – et celui dont fait état pratiquement l'ensemble des personnes interrogées – est la difficulté, dès qu'un décès survient, de trouver une tombe où enterrer le

Cimetière édifié illégalement sur un terrain appartenant à l'État (ministère de l'Agriculture) dans la région de Terbol (Liban).
Photo Houda Kassatly, 2017. © HOUDA KASSATLY.

défunt. Les réfugiés évoquent « *le voyage pour trouver le dernier recours* » et l'abri ultime.

Cette recherche de sépulture n'est cependant pas vécue de manière similaire par l'ensemble des réfugiés. Il faut souligner la disparité de traitement de cette question épineuse selon la région où ils se sont installés, en raison de l'absence d'une unification du traitement de cette question par l'ensemble des municipalités du pays. Ces dernières y ont réagi de manière très différente. Au moment de la disparition d'un proche, un réfugié aura, s'il vit à Beyrouth, au sud, dans la Bekaa ou au Nord, à faire face à une échelle de difficultés qui va de solutions envisageables à l'absence totale de solution, sachant qu'une constante sous-tendra l'ensemble du processus : celle de la question de l'emplacement de la sépulture.

Dès le début du conflit, certaines régions, pour des raisons politiques ou sociales, ou par conviction religieuse et humanitaire, ont fait montre d'empathie avec les réfugiés. Dans la région de Wadi Khaled ou du Akkar, les habitants ont, en général, permis à ces derniers l'accès aux carrés réservés à

¹⁰. Même en l'absence de statistiques, il est avéré que chaque année un grand nombre de nouveau-nés décède au cours des vagues de froid qui s'abattent sur le pays. Les journaux rapportent régulièrement les cas de certains d'entre eux auxquels il faut ajouter tous ceux dont la mort reste inconnue et qui sont enterrés en toute discrétion. ¹¹. Entretien avec des réfugiés syriens dans la Bekaa le 6 janvier 2017.

leurs familles dans les cimetières des localités citées¹². Et lorsque la place s'est faite rare, certaines municipalités ont réussi, appuyées par divers donateurs, à consacrer un lopin de terre ou une partie d'un cimetière pour l'accueil des défunts syriens. On peut mentionner le cimetière des immigrants « Mouhajirin » dans région d'el Hiché dans le Wadi Khaled ; le cimetière de la localité de Bar Elias dans la Bekaa où des places ont été exclusivement réservées aux décédés de nationalité syrienne¹³ ; le cimetière d'el Soussié dans la région du Akkar¹⁴ ; les 250 places réservées aux morts syriens dans la localité de Irsal ; un cimetière au Liban-Nord¹⁵ ; un autre au Liban sud¹⁶ ; le cimetière de Delhamié à Maalaka dans la région de Zahlé¹⁷...

Dans d'autres localités, ce ne sont pas seulement des questions d'ordre pratique qui se posent aux réfugiés. Ils doivent, en effet, faire face à un rejet total de leur présence et, qui plus est, de leurs morts. Ils se voient alors refuser l'accès au cimetière de la localité la plus proche du lieu où ils sont installés par des habitants peu empressés d'ouvrir les portes de leurs cimetières¹⁸. Ce refus peut avoir plusieurs causes : insuffisance de l'espace (avéré même pour les défunts libanais¹⁹), défiance qui s'est installée envers une population par laquelle ils se sentent envahis²⁰, intolérance envers un groupe chargé de nombreux maux. Ce rejet s'est parfois traduit dans certains cas par des attitudes extrêmes allant jusqu'aux tirs contre un cortège funéraire²¹ ou le déterrement du corps d'un enfant²².

Enfin, dans les grandes agglomérations comme Beyrouth, Saïda ou Tripoli, il est désormais impossible d'enterrer ses morts en raison du coût exorbitant ou de la saturation des places²³. Les réfugiés syriens doivent alors trouver par eux-mêmes une solution pour « délocaliser » l'enterrement des leurs. À ces questions d'emplacement, il faut ajouter d'autres paramètres. Ainsi, lorsqu'un réfugié syrien sunnite décède dans une région chiite ou chrétienne, sa famille doit affronter une difficulté de plus : celle de tenter de trouver un lieu de sépulture afférant à son rite et des autorités religieuses qui peuvent lui garantir un enterrement conforme aux prescriptions de sa foi.

Il faut également ajouter la question des liens tissés par certains réfugiés avec les Libanais, qu'ils soient antérieurs ou postérieurs au conflit et qui peuvent introduire une différence de traitement du problème et induire des exceptions. Ainsi, lorsque les réfugiés sont liés à des Libanais par des liens de parenté, par des alliances matrimoniales ou des relations de travail rapproché, ils ont accès aux cimetières des familles alliées.

Les coûts financiers et les frais divers de l'inhumation

Quand bien même un réfugié syrien trouverait une place pour un défunt de sa famille dans un cimetière, l'aspect financier de l'enterrement est un autre

12. Notons toutefois que des disparités existent dans les limites mêmes d'un même casa (circonscription administrative) ... **13.** Cimetière ouvert par la commission de secours des réfugiés syriens de Dar Al-Fatwa. **14.** Cimetière ouvert par « *dairat el awkafal islamiya* » (bureau des *waqfs* islamiques). **15.** Cimetière ouvert par le comité des oulémas syriens et mis sous la tutelle de Dar el-Fatwa. **16.** Cimetière ouvert par un particulier syrien. **17.** Cimetière ouvert grâce à une initiative et une donation privées. **18.** À ce sujet, il faut visionner la vidéo suivante : « A small piece of meat. The Caravan. The world is listening. Beirut DC and Sawa for development and aid ». Des réfugiés y témoignent de leur quête d'un lieu de sépulture pour enterrer une petite fille ; un petit bout de viande. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=f4BkunMJEG>. **19.** Car, au-delà des réactions d'évitement, d'agressivité et d'intolérance, la question du manque de place dans les lieux de sépulture est un problème récurrent au Liban et préexistant dans de nombreux cimetières surpeuplés du pays où les tombes sont serrées les unes contre les autres et où toute petite parcelle disponible est exploitée. Si, dans quelques lieux, des interventions architecturales ont permis d'étendre la surface des cimetières comme cela peut se faire dans les cimetières chrétiens avec la juxtaposition des caveaux en élévation, cela est impossible à réaliser dans les cimetières musulmans où le rite prescrit qu'on enterre à même le sol. Certaines communautés ont trouvé la solution en délocalisant certains cimetières extramuros, mais cette solution est tributaire de la possession ou de la capacité à acquérir un terrain adéquat. **20.** Citons cette phrase adressée à des réfugiés syriens qui cherchaient un lieu de sépulture à une petite fille par les gardiens d'un cimetière : « *Vous, Syriens, vous êtes dans tout le pays. Cette terre ne peut plus vous contenir. Prenez votre mort, et allez l'enterrer dans votre maison, où vous vivez* », dans la vidéo « A small piece of meat ». Voir ci-dessus. **21.** Les habitants du village de Ommar el Baykat ont attaqué le cortège funéraire et ont tiré des balles en l'air pour l'empêcher d'accéder jusqu'au cimetière de la localité. Notons, toutefois, que des habitants libanais de Wadi Khaled se sont interposés et ont accueilli le défunt sur leur terre. **22.** « Les réfugiés syriens au Liban, pas de place pour nous au Liban, ni vivants, ni morts », in Sahafi. jo, 2016 [en ligne]. URL : <http://www.sahafi.jo/files/g96b17573a188d8c01477foe1444c71d6e4dda66.html>. **23.** « Le réfugié syrien interdit au Liban, vivant ou mort », in *Iqtisad*, 2015 [en ligne]. URL : <http://www.eqtsad.net/index.php?url=read/9784/2015-03-18>.

écueil insurmontable. Enterrer un mort au Liban suppose l'acquittement de sommes élevées qu'un Libanais supporte déjà avec difficulté et, évidemment, d'autant plus difficile à assumer par un réfugié²⁴. Ces frais commencent en amont du décès et persistent en aval. En amont, la famille du défunt doit s'acquitter du coût des soins nécessités par la maladie et, lorsque le décès est survenu à l'hôpital, elle doit régler les frais d'hospitalisation. Elle doit, ensuite, faire face aux autres frais : prix de l'emplacement, des soins au corps (lavage, embaumement), du linceul et de certaines fournitures indispensables, du creusement de la fosse, du transport du défunt, de l'officiant, de l'inhumation, de la réception des visiteurs au cours des trois jours prescrits, de la délivrance du certificat de décès... frais qui sont variables selon les régions, mais qui atteignent rapidement des sommes considérables. L'ardoise est lourde et même si, dans certains cas, les autorités religieuses prennent en compte le dénuement de ces requérants singuliers et acceptent de revoir leurs tarifs à la baisse, il est des frais en tous les cas inévitables. Et si certains réfugiés ont la chance de trouver sur leur route des personnes ou des institutions qui prennent en charge la totalité de ces frais, ils restent des cas isolés.

Le réfugié syrien, étranger et démuné doit activer un processus complexe pour faire face à une situation inextricable qu'il se retrouve le plus souvent à devoir gérer seul, là où jadis le même événement mettait en branle la solidarité de tous. Dès qu'un décès advient, il commence à faire des démarches auprès de chefs religieux, d'associations, de bienfaiteurs, de personnes de bonne volonté, de connaissances, d'amis, de parents et d'autres réfugiés (aussi démunés que lui) pour solliciter, soit un soutien susceptible de lui ouvrir les portes d'un cimetière, soit une aide financière, soit un emprunt. Et ces démarches visant à trouver une solution pour chacune des étapes de ce parcours du combattant nécessitent un délai (parfois plusieurs jours) durant lequel la facture du départ s'alourdit des frais de la morgue. Il doit alors recommencer des démarches

pour trouver une institution ou une personne susceptible de l'aider à s'acquitter de ces nouveaux frais avant de pouvoir récupérer le corps de son défunt.

Des solutions fragmentaires et imparfaites

Une des solutions préconisées par certains consisterait à transporter les défunts vers les régions où les places sont plus faciles à trouver et les coûts de l'enterrement réduits ou gratuits. Solution qui a ses limites en raison de la raréfaction, même dans ces régions, des espaces disponibles, du coût élevé du transport du corps et du déplacement des familles et des proches, et enfin des multiples barrages sur la route que nombre de réfugiés qui ne disposent pas de papiers en règle ne peuvent traverser.

D'autres recommandent le retour des défunts en Syrie afin qu'ils soient enterrés dans leurs localités d'origine²⁵. Partant du principe que, selon la constitution syrienne, le régime est responsable du rapatriement des dépouilles des citoyens décédés à l'étranger, l'ambassade de Syrie au Liban affirme prendre en charge ce rapatriement. Elle exige, cependant, comme préalable une lettre de l'hôpital où est décédée la personne précisant les causes du décès ainsi que les papiers d'inscription auprès du HCR et du séjour en règle du défunt et de ses proches. Elle s'engage toutefois à tenir compte de la situation de ceux qui ne disposent pas de ces papiers et à œuvrer pour faciliter le transport des défunts vers la Syrie par le biais de la Croix-Rouge internationale.

Cependant, cette solution ne peut être valable que pour une fraction minime des réfugiés syriens. Il y a, d'abord, la question de tous les opposants au régime qui ne peuvent recourir aux services de leur ambassade. Il y a, ensuite, la crainte de tous les illégaux, opposants ou pas, de s'adresser aux autorités quand bien même ce serait celles de leur pays. Enfin, pour ceux qui parviennent à dépasser tous

24. Ces sommes vont de 2 000 \$ pour les plus démunés à 5 000 \$ pour les classes moyennes et à 20 000 \$ pour les plus riches.

25. De même, au cours de la guerre civile libanaise, où voyait des convois mortuaires ou des cercueils traverser les barrages.

Cimetière édifié illégalement sur un terrain appartenant à l'État (ministère de l'Agriculture) dans la région de Terbol (Liban).
Houda Kassatly, 2017. © HOUDA KASSATLY.

ces écueils et qui, à cette étape de la procédure, réussissent à réunir tous les documents administratifs exigés, l'organisation de ce rapatriement nécessite du temps au cours duquel les frais de la morgue ou autres augmentent exponentiellement. Enfin, il y a la question des frais de transport du défunt jusqu'à son pays. Car, si l'ambassade soutient qu'elle participe à ces frais lorsque les familles n'en ont pas les moyens, elle ne le fait que partiellement et les réfugiés doivent couvrir le reliquat, ce qu'ils sont la plupart du temps incapables de faire. Même si tous ces écueils sont levés, certaines régions de Syrie sont en tous les cas difficiles d'accès et il n'est pas garanti que l'on puisse acheminer le défunt jusqu'à son village et au lieu de naissance.

Les initiatives locales

Des initiatives privées (celles d'activistes, de simples citoyens et familles libanaises, d'associations syriennes ou libanaises), comme publiques, ainsi que celles menées par les autorités religieuses sont mises en place pour tenter de trouver une solution à ce problème autant pour la population locale qu'étrangère.

Les plus courantes sont celles, évoquées plus haut, qui visent à faire face à la rarefaction des lieux de

sépulture en consacrant de nouveaux espaces dédiés aux morts. Il est à craindre cependant que ces efforts ne résolvent que partiellement le problème. Ces nouveaux lieux ne peuvent, en effet, résorber l'ensemble des défunts et arriveront rapidement à saturation. Et à la problématique des terrains déjà indisponibles ou chers s'ajoute la réticence des propriétaires à vendre leur parcelle en vue de la fondation d'un cimetière.

Sur le plan religieux et doctrinal, et toujours pour pallier le manque de place, les autorités religieuses sunnites comme chiites ont levé

certaines interdictions et ont permis l'ouverture d'une tombe trois ans après un décès pour accueillir un autre décédé, évidemment de même sexe. Ces initiatives provisoires et non définitives et circonscrites à des régions spécifiques s'apparentent plus du traitement au cas par cas et en urgence que d'un règlement de fond du problème.

En tout état de cause, la durée du conflit décuple la problématique. Plus il perdure, plus la situation s'aggrave. À leur arrivée, lorsque leur nombre n'était pas encore si élevé, les réfugiés syriens pouvaient encore espérer trouver une place dans des cimetières, dans les carrés réservés aux étrangers, dans une fosse commune ou pouvaient compter sur la générosité compréhensive de familles libanaises non hostiles qui se solidarisaient avec eux et les autorisaient à utiliser leur propre sépulture. Actuellement, il devient de plus en plus utopique et illusoire de trouver un espace disponible. Depuis le début du conflit, nombre de cimetières ont été contraints de fermer faute de place : le cimetière du martyr du Akkar, les carrés d'étrangers à Tripoli ou à Saïda. De même, les cimetières réservés aux réfugiés syriens sont déjà arrivés à saturation et les emplacements qui leur ont été réservés dans d'autres cimetières, comme à Irsal ou ailleurs, ont rapidement été occupés.

Dans certaines régions, les réfugiés syriens ont tenté d'occuper illégalement des terrains afin d'édifier un cimetière illégal. C'est ce qui s'est produit dans la périphérie du village de Terbol au pied des montagnes de l'Anti-Liban, où des réfugiés ont squatté en 2014 un terrain appartenant au

ministère de l'Agriculture pour le transformer en cimetière. Ils y ont enterré leurs défunts jusqu'au moment – vers le début de l'année 2017 – où ils ont reçu l'ordre de ne plus procéder.

Les solutions du désespoir

Face à ces difficultés insurmontables pour enterrer dignement les leurs, les réfugiés syriens se trouvent devant des dilemmes insurmontables. Certains sont arrivés à se poser la question de savoir s'ils ne seront pas acculés un jour à devoir jeter les défunts dans les décharges, dans la mer, près des rivages ou près de la mer, à les brûler, à les abandonner aux portes d'une quelconque institution ou association. La gravité de la situation est telle que certains ne sont plus dans le questionnement et ont déjà franchi le pas en recourant à une partie de ces solutions extrêmes et inenvisageables il n'y a pas si longtemps. En effet, même s'il est impossible d'étayer cette information par des chiffres, nous pouvons nous baser sur les témoignages des réfugiés qui font état de personnes de leur connaissance qui ont enterré en cachette leur défunt dans des lieux non consacrés. Si ces enterrements illicites qui ont lieu souvent de nuit concernent souvent des nouveau-nés auxquels on n'a pas eu le temps d'attribuer un nom et une existence légale, des adultes sont aussi inhumés de cette façon. Cette illégalité sous-tend l'absence d'un certificat de décès ou de déclaration d'inhumation qui devraient être délivrés par une autorité quelconque (Dar el Fatwa²⁶, un hôpital, un médecin légiste...) et cette absence de preuve risque de causer dans le futur des problèmes administratifs dont on ne mesure pas encore les conséquences juridiques. D'autres réfugiés, dans l'incapacité de régler les factures et les cotisations dues aux hôpitaux suite à l'hospitalisation du défunt, ont été forcés à abandonner les corps dans les établissements

hospitaliers, laissant à ces derniers la responsabilité de trouver une solution²⁷.

S'insurgeant contre ces pratiques et mus par le sentiment profond qu'il est honteux et illicite d'enterrer les leurs dans un pays étranger, loin de leur terre natale, des réfugiés n'hésitent pas à prendre la route des montagnes pour tenter de parvenir jusqu'à leur localité d'origine. Comme ils ne peuvent, pour des raisons diverses, s'adresser à leur ambassade, ils n'ont d'autres choix que de traverser clandestinement la frontière en dépit du danger et de l'insécurité. Ils ne trouvent de repos que lorsque leur défunt retrouve son village ou sa localité d'origine : « *Masqet el r'as*. » Cette expression qui désigne le lieu de naissance évoque plus littéralement le lieu de « chute de la tête ». Soit les deux chutes de tout homme : la chute originelle lorsqu'il chute la première fois en sortant du ventre de sa mère et le lieu où il devrait chuter pour la deuxième fois, soit dans la tombe.

Tout en sachant pertinemment qu'ils ne pourront pas parvenir jusqu'à leurs villages pour des raisons sécuritaires et politiques, d'autres réfugiés n'hésitent pourtant pas à accomplir également cette traversée des frontières en se contentant d'enterrer leurs morts du côté syrien dans des fosses communes. Ils considèrent cette solution comme un moindre mal et ils préfèrent l'adopter plutôt que de devoir enterrer leurs défunts dans un sol « étranger » et, qui plus est, hostile.

Les conséquences émotionnelles de rituels tronqués, absents et effacés

Les rites funéraires occupent le devant de la scène dans la société syrienne très sensible aux questions touchant à la mort, à la manière d'assister les endeuillés, de mettre en terre les défunts et de respecter leur sacralité « *hirma* ». En termes « ordinaires », l'ensemble

²⁶. Dar al-Fatwa est une institution gouvernementale qui a été créée en 1922. Elle est chargée d'émettre des décisions juridiques spécifiques à la communauté sunnite, d'administrer des écoles religieuses et de superviser les mosquées, dans le cadre d'un système confessionnel libanais dans lequel chaque communauté traite de ses propres affaires internes. Voir Raphaël Lefèvre, « Lebanon's Dar al-Fatwa and the search for moderation », Carnegie middle East Center, 2015. ²⁷. Ces hôpitaux obligent l'ambassade à venir récupérer les corps et à les transporter en Syrie.

du groupe se mobilisait pour venir soutenir la famille endeuillée. Parents, amis, voisins... devaient impérativement être présents pour participer activement

à toutes les étapes d'un rituel qui se déclinait dans la durée. Ils avaient pour charge de laver le défunt, de porter son cercueil, d'avancer dans le cortège funéraire, de creuser la tombe, de réciter les prières d'usage, de mettre le disparu en terre, de participer aux trois jours de condoléances, d'assurer les repas, d'organiser les cérémonies commémoratives... en bref, d'honorer le défunt en lui

réservant l'enterrement qui sied à tout croyant.

Dans le meilleur des cas, les enterrements qui ont lieu aujourd'hui se passent dans l'urgence et de façon furtive. La cérémonie est expédiée à la va-vite ou réduite à sa portion congrue, à savoir la mise en terre après la prononciation rapide de la prière d'usage. Le décès, qui était jusque-là l'affaire de toute la communauté, n'est plus que l'affaire de la famille proche qui doit s'arranger comme elle peut pour trouver une solution, chacune ayant assez à faire pour régler ses problèmes de subsistance. Il arrive qu'en raison de l'illégalité de sa situation, même cette famille proche se trouve dans l'incapacité d'accompagner les funérailles des siens et se voie acculée à confier la tâche de les mettre en terre, à des étrangers.

Il est prescrit dans l'islam d'enterrer le mort le même jour avant le coucher du soleil. En raison du caractère exceptionnel de la situation, la majorité des réfugiés est forcée à faire l'impasse sur cette prescription puisque les proches doivent résoudre, avant de pouvoir enterrer leur mort, l'ensemble des problèmes soulevés ci-dessus. Hormis la question du non-respect des prescriptions religieuses, cette situation a conduit certains réfugiés qui n'avaient pas les moyens ou l'accès à une morgue à garder le corps à domicile, donc à devoir cohabiter avec lui

alors que le processus de dégradation était déjà à l'œuvre. Dans plus d'un cas, des vivants se sont vus contraints à rester aux côtés de leur mort qui n'était autre que leur conjoint, leur père, mère ou enfant, et ainsi forcés d'assister visuellement et sur le plan olfactif aux dommages du temps. À la douleur de la perte s'est greffée une insoutenable épreuve, qui laissera certainement des traces durables chez ceux qui l'ont vécu.

Les plus privilégiés parmi les réfugiés syriens parviennent à offrir à leurs défunts une tombe individualisée, d'autres une place dans un carré réservé aux étrangers ou dans une fosse commune. D'autres perdent à jamais la chance de connaître le lieu où leurs proches sont enterrés. Or l'anonymat, l'absence de sépulture ou l'impossibilité d'y accéder facilement posent la question de l'accompagnement des morts. Il était de la responsabilité de la famille de faciliter au défunt l'épreuve du tombeau en appelant sur lui la miséricorde de Dieu par les multiples prières (la prière des morts faite au moment de l'enterrement, celles faites dans la semaine qui suit le décès lors des visites quotidiennes ou bi-quotidiennes de la tombe par les familles et lors des diverses cérémonies commémoratives). Le rite ne s'arrêtait pas là, car les fêtes ne pouvaient débiter qu'une fois que les vivants s'étaient acquittés de la visite des tombes. C'est bien pourquoi disposer d'une « adresse » précise, d'un lieu physique, d'une sépulture à proximité est indispensable pour permettre aux familles éplorées de s'y recueillir, de trouver réconfort dans ses visites et ainsi de mener à bien leur travail de deuil²⁸.

Cette nécessité explique pourquoi les tombes étaient si bien entretenues et faisaient l'objet de toutes les attentions : les pierres tombes étaient lavées, les mauvaises herbes arrachées, de belles plantes mises en terre... Rien n'était épargné pour embellir un lieu qui restait le pivot central du recueillement et de l'expression de la douleur des familles.

28. C'est pourquoi les réfugiés ont un problème moral, si un jour ils devaient rentrer chez eux, de laisser leurs morts derrière eux.

Conclusion

« En définitive, tu vis comme un étranger,
tu meurs comme un étranger
et tu es enterré comme un étranger. »
Réfugié syrien.

Mourir accompagné des siens devient donc une rareté. Pleurer son mort, un luxe²⁹. L'accompagner une quasi-impossibilité. Le porter en terre une improbabilité. On peut imaginer les conséquences d'une telle situation sur le plan affectif où les vivants ne parviennent pas à trouver le soulagement à leur peine qu'induit la mise en place de leurs rituels. La question du lieu de sépulture qu'on s'attendrait à voir reléguer à l'arrière-plan des préoccupations des réfugiés syriens plus à l'affût de la satisfaction de leurs besoins fondamentaux comme s'alimenter, avoir un toit... revient au premier plan. Ils sont nombreux actuellement ceux qui placent la nécessité de trouver un lieu où enterrer les leurs à l'avant-plan de leurs revendications.

La situation est de plus en plus hors de contrôle et les deux sociétés, celle d'accueil et celle des réfugiés, risquent de devoir faire face à ses conséquences. La première, débordée, ne peut ou ne veut plus faire montre d'empathie et oublie que soutenir les endeuillés constitue un des devoirs qu'elle a toujours portés haut et qu'elle a toujours honorés en assurant à ses morts des enterrements dignes et souvent grandioses. Dans la tradition locale et, *a fortiori* dans les milieux musulmans, participer à un décès constitue un devoir « *ajr* » pour lequel le croyant pourrait être ultérieurement récompensé. Cette entraide s'inscrit donc dans des

valeurs partagées par les deux groupes, mais qui sont gravement mises à mal par la longueur du conflit et par les difficultés de cohabitation qui les font faire passer au second plan.

La seconde, obligée de devoir composer avec les difficultés de sa situation, passe outre les prescriptions religieuses et n'a plus les moyens de mettre en place les rites qui étaient les siens. Plus encore, dans les cas extrêmes, elle se voit acculée à bafouer ses principes et risque de ne pas se relever d'avoir failli en esquivant – bien qu'involontairement – ses devoirs envers ses défunts. Elle vit constamment dans la hantise de voir disparaître un des siens en pays étranger et d'être ainsi confrontée à une des expériences les plus traumatisantes de son exil. L'exiguïté du territoire libanais, la durée du conflit qui ne semble pas trouver de résolution politique pointent une fois encore du doigt la nécessité de trouver des solutions durables à des problèmes aux lourdes conséquences. Privée de l'accompagnement de ses défunts lors de leur dernier voyage, la société perd là un de ses repères majeurs et le pôle central de sa sociabilité. La solidarité compassionnelle qui s'exprimait aux enterrements est désormais mise à rude épreuve en raison de ces enterrements illicites, clandestins, rapides et tronqués. Cette dé-ritualisation forcée est si éprouvante que même si elle ne se trouve pas toujours en tête des préoccupations d'une population qui doit penser à sa survie, elle ébranle le fondement même de ses valeurs et de ses croyances. ■

Ils sont nombreux
actuellement ceux qui
placent la nécessité de
trouver un lieu où enterrer les
leurs à l'avant-plan de leurs
revendications.
La situation est de plus en
plus hors de contrôle et les
deux sociétés, celle d'accueil
et celle des réfugiés, risquent
de devoir faire face à ses
conséquences.

²⁹. Nombre de réfugiés rapportent que les tracasseries administratives et les démarches préalables à l'enterrement des leurs ne leur laissent même plus le loisir de pleurer leur mort, de penser à leur douleur et de se laisser aller à leur tristesse. L'expression sociale et publique de la douleur qui était de mise est remplacée par un deuil réduit au silence et où rien n'est fait pour soulager les vivants. « Les cimetières ne s'ouvrent pas aux morts syriens au Liban », in *Madar al-Yum*, 2016 [en ligne]. Url : <http://madardaily.com/2016/05/22>